

RAPPEL DES TRAVAILLEURS

De chacun selon ses forces
A chacun selon ses besoins.

DES VILLES ET DES CAMPAGNES
Organe de la Fédération Ouvrière Socialiste de la Côte-d'Or
PARAISANT TOUS LES SAMEDIS

La Terre au Paysan
La Machine à l'Ouvrier.

RÉDACTION ADMINISTRATION
DIJON - Place du 1^{er} Mai, 5 - DIJON

On s'abonne sans Frais dans tous les bureaux de postes

10 CENTIMES

LE NUMÉRO

ABONNEMENTS
Un an, 5 fr. — Six mois, 2 fr. 50., payables au bureau du Journal.
Les frais en sus pour recouvrement par la poste
L'abonnement est payable d'avance et se continue jusqu'au refus du journal
ANNONCES
La Ligne, 25 cent. En réclame, 40 cent. Les annonces commerciales se traitent de gré à gré

VICE CONSTITUTIONNEL

Après la manifestation de la nouvelle Chambre, débarquant Deschanel, président de droite, pour élire Bourgeois, président de gauche, il paraîtrait que la constitution d'un ministère de gauche devrait être hors de contestation, et que les seuls doutes devraient porter sur le choix des personnes appelées à former le ministère.

Or, il n'en est pas le moins du monde ainsi : ce serait vraiment trop simple et trop tôt fait ; et la sagesse politique consistant à compliquer et à embrouiller toutes choses, elle ne pouvait manquer d'appliquer cette belle méthode à la constitution d'un ministère.

Les lois constitutionnelles qui nous régissent ne parlent pas de la nomination des ministres ; mais ce droit de nomination appartient au Président de la République en vertu de la disposition générale qui le charge de pourvoir à tous les emplois civils et militaires.

En droit, le Président de la République peut désigner individuellement chacun des ministres ; en fait, son pouvoir ne s'exerce que par le choix de l'homme d'Etat qu'il charge de constituer un Cabinet ; habituellement la Chambre n'intervient qu'indirectement dans le choix des ministres, en indiquant, par ses votes, l'orientation qu'elle entend donner à la politique générale ; mais, comme cette fois, par suite de la démission du ministère Waldeck-Rousseau avant sa constitution définitive, elle n'aura pas pu émettre de vote autre que celui relatif à la formation du bureau, le Président de la République pourra très bien faire semblant de croire que la Chambre a voulu sanctionner sa fameuse politique « d'apaisement » en prenant Bourgeois comme président de la Chambre, afin de lui permettre, à lui Président de la République, de prendre Deschanel comme président du Conseil des ministres !

Et M. Méline est tout heureux de voir M. le Président de la République si bien comprendre son rôle constitutionnel. Il faut, n'est-il pas vrai, oublier, oublier vite, les luttes ardentes et passionnées de la récente campagne électorale. Les nationalistes n'ont pas réussi à s'emparer de la République ; pardonnons-leur généreusement, et, afin qu'ils ne puissent pas douter de la sincérité de nos excellents sentiments à leur égard, ouvrons-leur toutes grandes les portes des ministères et mettons-les immédiatement en mesure de recommencer le plus rapidement possible la petite opération qu'ils viennent de rater.

Embrassons-nous, Folleville !
Eh ! bien, dussions-nous passer pour des gens simples et bornés, nous sommes ici quelques-uns qui ne comprenons pas bien l'utilité d'une pareille complication.

Nous pensons que la Chambre, qui représente le pays, devrait avoir le droit d'en désigner directement les administrateurs, sous sa propre responsabilité, et ne pas être obligée de s'en rapporter, pour ce faire, au choix d'un homme, s'appela-t-il Président de la République, qui n'a même pas, d'après la Constitution, la responsabilité de son choix.

Je sais bien que si le nouveau Ministère ne répond pas au tempérament politique de la nouvelle Chambre, celle-ci, par un ordre du jour de défiance,

pourra toujours le renverser et ce serait le moindre mal ; mais j'ai peur que le nouveau Ministère ne soit ni assez républicain pour lui inspirer confiance, ni assez réactionnaire pour amener immédiatement un vote de défiance.

Et ce serait le recommencement de la politique du piétinement — et du découragement.

Cette triste politique nous a donné dans le passé le boulangisme, d'abord, le nationalisme ensuite. Elle nous donnerait avant peu le même résultat sous un autre nom, un nom qui est déjà trouvé.

Espérons que M. Loubet aura assez de clairvoyance et de bon sens pratique pour nous éviter cette nouvelle épreuve dont le besoin ne se fait nullement sentir.

BOUIEY-ALEX.

LE BILAN

Quand la foule stupide qui, après avoir hurlé contre les Boers applaudit en ce moment à la paix, aura fini de crier et quand un peu de résipiscence sera reparu dans le peuple britannique, les Anglais pourront établir le bilan de la guerre Sud-Africaine et calculer ce qu'ils y ont perdu et ce qu'ils y ont gagné.

Le gain, seuls quelques financiers l'apercevront ; les pertes pèseront sur la nation entière : il faudra de longues analyses pour en exposer toute l'étendue, car elles sont énormes, tant au point de vue moral qu'au point de vue matériel.

On n'oubliera pas le souvenir de la façon barbare dont les Kitchener et les Roberts se sont comportés, non seulement contre les combattants, mais contre les enfants et les femmes. Les Anglais rougiront bientôt de ces camps de concentration où ils ont laissé mourir, faute de nourriture et de soins, des milliers d'innocentes victimes. Ils ne pourront effacer de l'histoire les actes honteux qu'ils ont commis leurs soldats. Les tribunaux anglais eux-mêmes ont été, déjà, obligés de condamner quatre officiers australiens qui avaient fait fusiller pour les voler, dix prisonniers boers, et avaient brûlé la cervelle à un missionnaire allemand coupable d'avoir assisté à ce massacre !

Les faits accusateurs se multiplieront. Chaque jour en fera connaître de nouveaux. Un rapport officiel du général Delarey, daté du 16 décembre 1901, nous apprend comment les Anglais ont fait la guerre.

« Dans le district de Rustenburg, à Riefontein, l'épouse de Stoffel Fourie a été tuée devant sa porte, sous la véranda, par une bombe Maxim, ainsi qu'une demoiselle Diedericks, et cela alors qu'il ne se trouvait pas un seul homme dans le voisinage de la maison.
« A Groenfontein, l'épouse de L. van der Merwe a reçu un coup de feu dans la tête, puis elle a été abandonnée sans soins dans une dépendance de sa ferme pendant que celle-ci flambait.

« Dans un autre district, à Schweizer Renecke, une fille de Sonnikus a été tuée d'un coup de feu et une autre grièvement blessée. »

Ainsi la guerre du Transvaal a déshonoré les instincts sauvages, déshonoré l'armée anglaise, développé dans toute la nation des passions de haine et de cruauté.

Il est vrai qu'on peut vivre méprisable et déshonoré, mais le bilan porte, aussi, un déficit matériel et, celui-là, les nationalistes anglais en connaîtront bientôt tout le poids.

L'Angleterre est victorieuse, mais ses finances sont désorganisées. Pour l'année 1902 1903, le déficit annoncé à la Chambre des Communes doit s'élever à onze cents millions. Il va falloir payer aux Boers soixante-quinze millions d'indemnités pour la reconstruction de leurs fermes brûlées. L'amortissement de la dette publique est suspendu. On annonce un nouvel emprunt d'au moins huit cents millions.

Sera-ce Chamberlain, seront-ce les agioteurs, les actionnaires des mines d'or, seront-ce ceux qui ont acquis, au prix de tant de sang et de tant de larmes d'exécrationnelles bénéfices qui assumeront sur eux ces charges nouvelles ? Bien naïfs ceux qui le supposeraient. C'est l'éternelle dupe, c'est le peuple qui paiera les frais de la gloire britannique (?). Déjà les sucres, les cafés sont frappés de droits nouveaux. On va imposer la farine. « Les plus pauvres des pauvres », selon le mot de Sir William d'Harcourt, seront atteints dans leur misère.

Tant pis pour eux ! Que la leçon qui leur est infligée soit dure et puisse-elle leur ouvrir les yeux. Puissent-ils renforcer les rangs de ce prolétariat conscient, de cette poignée de socialistes qui n'ont pas cessé de protester contre un fatal aveuglement.

Les socialistes anglais auront, devant l'histoire, cet honneur, et nous, socialistes français, nous avons le droit d'en retirer quelque gloire, d'avoir résisté au vent de folie qui soufflait sur leurs compatriotes. De cette crise dont l'Angleterre sort diminuée, ils sortent, eux, grandis.

Ils l'ont, une fois de plus, montré : le parti socialiste est, aujourd'hui, le vrai représentant des causes justes et nobles, parce que, dans la société capitaliste, toute absorbée dans ses calculs égoïstes et matériels, il est le seul qui ait un idéal.

L. R.

LE RAPPEL DES MISÉREUX

Vous dont les membres sont engourdis par l'hiver impitoyable, et qui venez vous réchauffer aux premiers rayons du soleil de Mai. Vous dont les enfants ont grelotté pendant des mois tout en n'ayant pas une nourriture confortable pour apaiser leurs souffrances. Vous qui peinez jour et nuit et qui manquez de tout. Vous les parias maudits de la société bourgeoise. Vous, les éternels exploités, les meurtris et les vaincus de la vie.

Répondez à notre appel, et venez avec tous les mécontents, avec tous ceux qui veulent transformer notre société ignoble qui n'a de douceurs que pour les fainéants, les intrigants et les voleurs de haute marque, et réservez tous les déboires, toutes les misères pour ceux qui travaillent et produisent.

Venez tous grossir nos rangs pour obtenir des réformes qui vous mèneront à votre affranchissement définitif. Venez faire nombre autour de nous. Point n'est besoin d'avoir d'armes pour imposer vos volontés.

Votre mouvement, par dizaines, par centaines de mille, suffira pour donner à réfléchir aux possédants et aux gouvernants aveugles qui ne voient pas qu'un monde nouveau s'agit, demande sa place au soleil et finira par englober dans le sang le vieux monde avec ses iniquités, ses infamies et ses crimes. Obstinément, on repousse ses desiderata.

Venez réclamer avec nous les réformes sociales à l'ordre du jour, et vous verrez l'effet prodigieux de votre grand mouvement pacifique.

Sachez bien que rien ne s'obtient sans les réclames répétées de ceux qui demandent, à ceux qui peuvent accorder.

Vous n'êtes pas seulement cent contre un, comme dit temps de la Boétie, vous êtes dix mille contre un.

Ne manquez donc pas de courage pour réclamer vos droits.

Demandez, et il vous sera accordé.

Il ne s'agit pas, je le répète, de s'armer et de partir en guerre réelle contre les gouvernants, il s'agit de vous montrer seulement et de dire que vous voulez telle chose, pour que cette chose se réalise. Mais il faut que vous soyez compacts, que votre nombre donne à réfléchir à vos maîtres et qu'ils cèdent sous votre pression.

Si vous ne faites pas cela, c'est que vous voulez que vos enfants soient les esclaves ou les parias de quelques milliardaires bourgeois, dont la féodalité s'établit sous nos yeux et dont la morgue et la férocité égalent l'égoïsme et la rapacité.

Non, vous ne voulez pas cela, vous voulez réagir.

Mais ce n'est pas en restant indifférents que vous obtiendrez quelque chose.

Les réformes politiques, économiques et sociales ne s'acquiescent que par une lutte incessante. C'est de la sorte que la bourgeoisie s'est affranchie de la royauté, de la noblesse et du clergé. Ce n'est que par une action continue et énergique que vous arriverez vous-mêmes à vous affranchir de la bourgeoisie.

« Les moutons, a dit quelqu'un, n'ont jamais eu de droits. »

Agissez donc en vous unissant. Levez-vous donc puisque vous êtes des hommes, et réclamez tous ensemble vos droits les plus incontestables.

Réclamez votre place au banquet de la vie, puisque c'est vous qui en faites les frais, et préparez ainsi pour vos enfants une société meilleure où le militarisme, le massacre entre peuples, l'agiotage et l'accaparement, le salariat et la prostitution ne seront pas le dernier mot de la civilisation.

La puissance spirituelle

Les élections ont donné l'heureux résultat que nous attendions, un gouvernement fort s'annonce, je veux dire qu'il sera plus énergique que son prédécesseur qui a fait quelque chose mais pas assez, qui a lésiné sur les moyens, peut-être parce qu'il ne savait jusqu'à quel point le pays ratifierait son œuvre. Comme il avait laissé aux emplois un tas de fonctionnaires qui le trahissaient, il pouvait douter.

Aujourd'hui l'on peut y aller franchement et faire de l'utile sans la moindre hésitation.

La République a reçu depuis son existence mille fois plus de coups de ses adversaires, et de horions, qu'il en faudrait pour tuer un gouvernement personnel, elle a résisté sans se défendre effectivement, indice d'une force invincible. Cependant en présence de la coalition formidable que l'on a vue, renouvelée du boulangisme, et disposant des mêmes ressources en or et argent que des mains pieuses fournissent, nos gouvernants se sont décidés à se servir du cran d'arrêt, mais timidement, du bout des doigts seulement, sans que la main entière y participe.

On a constaté la force et les moyens qui constituent la puissance spirituelle, et l'on s'est contenté de quelques mesures que l'on a appelées défensives en négligeant totalement les mesures préventives. On a eu grand tort comme on le reconnaîtra chaque jour.

Plus que jamais il est nécessaire de surveiller les gestes et les démarches du monde clérical qui est l'âme de toutes les coalitions.

L'Eglise qui ramasse tout ce qui lui vient sans obliger ses adhérents à

montrer patte blanche, n'a jamais essayé de faire un triage de salubrité parmi son monde, de séparer le bon grain de l'ivraie, et Dieu sait jusqu'à quel point l'ivraie domine, mais : Tout fait nombre, dit l'homme, en comptant son butin....

Parmi les pratiquants en dévotion, il y a certainement de braves gens, sincèrement croyants, généreux et tolérants, n'exigeant point que tout le monde pense comme eux. Mais ceux-là, trop peu nombreux, forment le dessus du panier.

L'autre partie du triage nous étale d'abord les entraîneurs que la naïveté humaine favorise ; ce sont les malins, dont la plupart très fixés sur la valeur de la marchandise qu'ils débitent. Ils réussissent assez bien à remorquer la foule préalablement préparée où il y a de tout, un peu de bon, du médiocre et surtout du mauvais. Méli-mélo des sept péchés capitaux et autres ; les astucieux, les pervers, enfin les couards découverts et les lépreux de la secte, nuisant à leur prochain sans se montrer, toujours en quête du mal à faire. Et c'est dans ce vaste camp que les agents électoraux se recrutent pour plaider la cause du candidat ayant l'estampille du Pape.

Les monarchies avaient imposé des limites aux prétentions cléricales, mais notre République bonasse les a laissées franchir au-delà de toute supposition, et maintenant que l'on veut relever quelques bornes par-ci par-là, tout le clan se met à crier à la persécution. Cela ne pouvait manquer.

De tout temps on a dû se préoccuper des agissements de l'Eglise au point de vue politique et à propos des prérogatives excessives qu'elle s'est arrogées. On voudrait la faire rentrer dans son domicile ; elle se révolte, c'est parfaitement dans son tempérament.

Nous allons voir quelle main va être assez nerveuse pour la soumettre.

Ceci est le point de départ de tout.

F. T.

L'avenir social

Ceux qui défendent les principes sur lesquels repose l'organisation actuelle des sociétés, ne le font que parce qu'ils comptent s'en réserver les situations privilégiées ou les obtenir.

Avec un peu de réflexion, on reconnaît facilement que ceux qui, actuellement sont les maîtres des rouages sociaux, de leur production et de la répartition des profits qui en découlent, ne doivent généralement ce privilège qu'à des agissements peu honorables : l'accaparement, l'intrigue, les rusés de toutes sortes, plus ou moins louches ; à la spéculation sur l'être humain ; mais jamais à cette qualité, l'honnête intelligence.

Aussi on est étonné de voir encore un nombre très considérable d'individus, qui ne peuvent rien espérer de cet ordre social, se laisser prendre aux raisons de ces parasites et croire qu'ils doivent leur abandonner leur sort et celui de la société et que tout doit rester sous la dépendance de leur caprice.

Nous, socialistes, collectivistes et communistes, nous estimons que le pouvoir de ceux qui exploitent la société doit céder à la puissance organisée, de travail et d'intelligence, que tous les hommes unis dans la pensée de mettre en commun leurs intérêts peuvent apporter dans l'administration de la commune ou de la collectivité. Il est certain que le moindre effort fait dans ce sens pour gérer les rouages sociaux, portera des fruits de beaucoup supérieurs à ceux que nous pouvons retirer des organismes et des gestions actuelles.

Nous croyons et nous pouvons prouver que, dès maintenant, quoique leur éducation sur ce sujet soit encore bien imparfaite, que les travailleurs de toutes catégories sont suffisamment aptes à administrer les différents organismes de production et à en répartir les produits dans un sens beaucoup plus juste,